



**Centre
Résolution
Conflits**



**PEACE
DIRECT**

Tuishi Amani: **A la recherche d'une paix durable en Ituri et au Nord-Kivu**

Résumé de l'apprentissage

Juin 2024





Une réunion entre les chefs des communautés Bira et Hema à Irumu pour résoudre les désaccords sur les sites de deux marchés publics. Image de couverture : Mme Dorcas LEMISE, membre de la structure locale de paix à Komanda Crédit : CRC

Lorsqu'un conflit a éclaté entre quatre chefferies du territoire d'Irumu, en République démocratique du Congo (RDC), les membres de la communauté ont craint le pire.

Cependant, l'intervention opportune d'une organisation locale de consolidation de la paix, le Centre Résolution Conflits (CRC), a permis de désamorcer le conflit grâce à une série de dialogues et de négociations entre les représentants de ces territoires. Comment ont-ils réussi cet exploit ?

Le cas cité ci-dessus est l'une des nombreuses actions que le CRC met en œuvre depuis avril 2021 dans le cadre du projet Tuishi Amani (« Vivons en paix »), en partenariat avec Peace Direct et avec le soutien financier de la People's Postcode Lottery (PPL). Le CRC a réuni les chefs et les membres des communautés, les autorités traditionnelles, l'armée et la police ainsi que d'autres dirigeants nationaux pour transformer les conflits de manière durable.

Ce résumé d'apprentissage met en lumière les principales réussites et leçons tirées du projet Tuishi Amani : il s'appuie sur les conclusions d'une évaluation interne menée par CRC en mai 2023 recouvrant les activités du projet Tuishi Amani d'avril 2022 à mars 2023, ainsi que sur une série de conversations d'apprentissage entre CRC et Peace Direct.

Un bref historique

Les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, sont confrontées à des cycles récurrents de conflits et d'insécurité, dont les civils et les communautés font souvent les frais. Les dynamiques des conflits sont complexes et varient considérablement d'une province à l'autre. Le président de la RDC, Felix Tshisekedi, a déclaré un état de siège en 2021 pour « éradiquer » les groupes armés non étatiques et mettre fin au conflit dans ces provinces. Trois ans plus tard, la sécurité dans l'Est continue de se détériorer. Les communautés locales et internationale nourrissent des appréhensions, d'autant que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) prévoit de se retirer du pays d'ici décembre 2024.



« Comment pouvons-nous consolider la paix dans nos communautés ? » –
Un forum public organisé par le CRC.
Crédit : CRC

Peace Direct et CRC travaillent en partenariat pour soutenir les efforts locaux de consolidation de la paix à travers l'Ituri et le Nord-Kivu depuis 17 ans. Fondée en 1993, CRC est une organisation de consolidation de la paix locale qui vise à soutenir les communautés confrontées à la violence et aux traumatismes dans leur quête d'une paix à long terme. Le CRC bénéficie d'une remarquable compréhension du contexte et des complexités des conflits, ainsi que des communautés dans lesquelles elle travaille, et des diverses parties prenantes nécessaires à la transformation des conflits.

Le projet Tuishi Amani

Le projet Tuishi Amani œuvre à créer une culture de paix et de cohésion sociale parmi les communautés affectées par les conflits récurrents, dans des territoires spécifiques des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Les communautés d'Irumu, un des territoires de l'Ituri où l'équipe de Tuishi Amani a concentré les efforts décrits dans ce résumé, sont confrontées depuis des décennies à des insécurités liées à la répartition des terres et aux frontières administratives. Cela mène à des conflits coutumiers, des conflits identitaires, et à la prolifération de groupes armés, en particulier parmi les communautés Bahema Sud, Walendu Bindi, Mobala et Bahema d'Irumu, limitant ainsi la sécurité des communautés ainsi que l'accès aux marchés, au commerce et aux services publics.

Depuis des décennies, des conflits liés aux frontières administratives et territoriales opposent les membres des chefferies Bahema d'Irumu et de Mobala ; ainsi que la chefferie Walendu-Bindi et le secteur Bahema-Sud.

Afin de promouvoir la réconciliation, CRC a soutenu les dialogues intercommunautaires entre membres de ces communautés. Le CRC a rencontré les décideurs de chaque entité territoriale, y compris les chefs des quatre entités et leurs leaders communautaires.

En conséquence, les communautés ont affirmé leur engagement en faveur de la paix et demandé le soutien de la CRC pour construire des marchés sur leurs territoires respectifs.

L'intention était de créer des opportunités économiques partagées et de favoriser les interactions entre les communautés. Hema d'Irumu et Bira ont choisi la construction

d'un marché alimentaire dans une zone neutre, à la frontière entre les entités. Walendu-Bindi et Bahema-Sud ont choisi de construire un marché bestiaire. L'utilisation des marchés comme outils de réconciliation est une solution déterminée localement, pertinente, et adaptable au contexte.

La confiance s'est accrue au sein des localités, même si les conflits et la possibilité de groupes armés entre les communautés ethniques existent toujours. Les membres de ces communautés ont compris que la paix doit être cultivée par le dialogue.

Le CRC n'impose pas de recommandations, mais permettent de faire émerger des solutions communautaires.

En juin 2022, un groupe de jeunes associés a des groupes Mai Mai ont été arrêtés dans un village à 40km d'Oicha. Grâce à l'amélioration de relations civilo-militaires, le Président de la société civile et le Président de la jeunesse dans le territoire de Beni ont pu échanger avec les militaires pendant les enquêtes, et assurer une procédure équitable.

Ceci varie significativement de pratiques précédentes, pendant lesquelles les suspects auraient été arrêtés, détenus, et incarcérés sans bénéficier d'un procès équitable ou enquête régulière, entraînant des relations tendues avec les autorités.

Au Nord-Kivu, en revanche, l'approche de l'équipe du CRC vise à soutenir les communautés menacées par les Forces démocratiques alliées (Allied Democratic Forces, ADF ou ADF-Nalu) et d'autres groupes armés, dont l'activisme continu suscite la méfiance et la peur au sein des communautés.

Par l'intermédiaire de Tuishi Amani, le CRC a aidé les communautés à mettre en place des structures pour signaler les menaces et y répondre, et pour renforcer leur résilience. Les activités ont mobilisé divers groupes par le biais de forums, d'ateliers de formation et de structures de paix locales, et les ont dotés de connaissances et de compétences pour prévenir et transformer les conflits, et identifier des terrains d'entente et des solutions en vue d'améliorer la cohésion sociale.

Sur une période de 12 mois, 294 personnes ont participé à 60 sessions de formation sur la transformation des conflits et le dialogue et à 6 sessions sur les techniques d'opérationnalisation des systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER). Il s'agissait de collecter, d'analyser, de documenter et de signaler les incidents de sécurité.

Le CRC a développé 144 programmes radio avec les structures de paix locales. Ces comités, de 5 à 10 personnes, mènent des actions de médiation et de transformation des conflits dans leurs propres communautés. Ils coordonnent également les systèmes d'alerte précoce et s'engagent auprès des acteurs de l'État pour plaider en faveur d'un renforcement des relations civilo-militaires en réponse à la violence.

ITURI : LES RÉSULTATS EN CHIFFRES

274

PERSONNES
FORMÉES

66

FORMATION
SESSIONS

86

LEADERS
INFLUENTS DANS
LE DIALOGUE

54

PERSONNES
FORMÉES AUX
MÉDIAS DE LA
PAIX

144

RADIO
PROGRAMMES

6

STRUCTURES DE
PAIX LOCALES

NORD KIVU : LES RÉSULTATS EN CHIFFRES

3K+

PARTICIPANTS AU
FESTIVAL DE LA
PAIX

160

PARTICIPANTS AU
FORUM PUBLIC

86

LEADERS
INFLUENTS DANS
LE DOMAINE DU
DIALOGUE

5K+

DESTINATAIRES
DES MESSAGES DE
PAIX

2

STRUCTURES DE
PAIX LOCALES

51

PAIX LOCALE
STRUCTURE
MEMBRES

L'approche de la CRC en matière de consolidation de la paix

Des méthodes de paix locales

Les activités ont été menées dans les langues locales. Cela a permis aux structures locales de paix de contextualiser des thèmes tels que la prévention et la gestion des conflits et les droits des femmes. Elles ont pu aborder les rumeurs incendiaires, le rôle des jeunes dans la cohabitation pacifique et les droits des enfants.

Les ateliers ont également ciblé les leaders locaux influents. Environ 86 d'entre eux ont participé à un atelier sur l'analyse, la transformation et la négociation des conflits. Ils ont ainsi acquis des compétences de base pour résoudre les désaccords au sein de la communauté.

Le projet a eu recours à des dialogues intercommunautaires, démontrant la tapisserie des communautés locales.

Des femmes, chefs, fonctionnaires locaux, jeunes, des personnalités publiques, des dirigeants de groupes locaux et des représentants de la société civile locale ont participé à ces dialogues. Cette approche reconnaît que la construction de la paix dépendait avant tout des personnes vivant dans les communautés. Une femme ayant participé résume la raison d'être de cette approche :

« Nous remercions l'ONG CRC d'être venue nous donner l'occasion de tenir ce débat sur la consolidation de la paix. L'État congolais doit prendre ses responsabilités à tous les niveaux, à savoir : les chefs coutumiers, les leaders communautaires et religieux, les agents judiciaires et de sécurité ainsi que les notables de toutes les communautés. Nous sommes condamnés à vivre ensemble parce que nous avons un lien qui nous unit et une valeur acquise auprès de nos ancêtres. »

- Femme membre de la structure de paix locale de Komanda.

Des adaptations locales à des conflits complexes

Les solutions aux conflits ont varié en fonction de l'évolution des circonstances. L'une des forces de la CRC a été sa capacité à s'adapter en fonction des opportunités qui se présentaient. Avec les ressources nécessaires et le savoir-faire local, l'équipe du CRC a souvent

STRUCTURES DE PAIX LOCALES

Comités de 5 à 10 membres de la communauté qui gèrent la médiation et la transformation des conflits, y compris la coordination des systèmes de plaidoyer et d'alerte précoce.

obtenu des résultats inattendus mais positifs. C'est ce qui s'est passé lorsqu'ils ont soutenu des dialogues intercommunautaires dans quatre régions.

Une amélioration des relations communautaires en matière de sécurité

Les relations civilo-militaires et civilo-policières constituent un domaine clé de l'impact. Le CRC a observé une collaboration accrue entre société civile, autorités politiques et administratives, et les services de sécurité. À la suite de forums publics, auxquels ont participé plus de 160 personnes, le partage d'informations sur la sécurité et la consolidation de la paix s'est amélioré. Il existe des domaines tangibles de collaboration entre les civils et les agences de sécurité. Par exemple, certains membres des structures locales de paix ont maintenant rejoint un comité local de sécurité et peuvent influencer les décisions. Il s'agit d'un changement important par rapport à l'ancienne structure

des services de sécurité qui excluait la participation et l'expression des civils. Les structures de paix locales peuvent désormais partager les défis et faire des recommandations aux autorités locales. Le CRC a également observé l'émergence de plusieurs groupes de jeunes menant des processus d'alerte précoce, à la suite de la mise en place de deux structures de paix locales au Nord-Kivu, comprenant 51 membres.

Connections entre efforts locaux et mondiaux

Les structures locales de paix ont obtenu un soutien et une reconnaissance à la fois au niveau local et auprès de certains acteurs internationaux. À l'occasion, et au prix de risques importants, elles ont engagé des membres de groupes armés du Nord-Kivu à explorer la possibilité de dialoguer et d'atténuer les tensions avec des organisations internationales, telles que la MONUSCO. Les recommandations des structures locales de paix fournissent des orientations pour l'engagement dans les communautés et les territoires.

Des renforcements de résilience et d'agilité des communautés

En améliorant les relations entre civils et les services de sécurité, la résilience des communautés s'est également accrue. Par exemple, les membres de la communauté ont démontré une capacité accrue à répondre et à s'adapter aux attaques répétées des groupes armés. Le déploiement de « caravanes de paix » est un autre domaine d'intervention important. Festivals d'une journée rassemblant les membres de la communauté et les autorités dans des communes spécifiques, ces « caravanes » ont pour but de permettre au CRC et aux membres de la communauté de partager des messages de paix et de cohésion sociale, à la fois en français et en swahili. Le CRC rapporte que ces messages ont touché plus de 5 000 membres de la communauté et attiré leur attention sur l'importance de construire une paix durable dans leurs communautés.

Institutionnaliser l'éducation à la paix au niveau local

Plus de 3 250 personnes ont participé à un festival de paix organisé par le CRC sur le thème Ensemble, construisons la paix dans la résilience. Parmi les participants figuraient des communautés locales, des autorités politiques et administratives, ainsi que des responsables des services de sécurité. En produisant et en diffusant de la musique pour la paix et en créant des opportunités diverses, CRC a offert un espace alternatif pour soutenir le stress post-traumatique et plaider en faveur

Réflexions, leçons apprises et défis à venir

La paix est un investissement dans les infrastructures locales, et la maintenir prend du temps.

L'approche du CRC en matière de consolidation de la paix par le biais de Tuishi Amani a été holistique et exigé leur patience. L'équipe sait que les conflits sont souvent intergénérationnels et s'étendent sur des décennies. Il est donc essentiel de rester sensible et de garder les priorités, les coutumes et les traditions de la communauté au centre de leur travail. Tout en reconnaissant l'inévitabilité des conflits, ils ont créé des canaux sûrs pour que les communautés s'engagent et commencent à transformer ces conflits en opportunités de dialogue pacifique. Cela demande du temps, des compétences, des connaissances autochtones, et des ressources durables. Un membre du personnel de la CRC a observé :

« [Nous] adaptons notre prévention des conflits [...] à l'approche communautaire, en tenant compte de la sensibilité aux conflits et en veillant à ce que nos interventions ne contribuent pas involontairement aux conflits, mais aident à renforcer les opportunités de paix et d'inclusion. »

L'engagement inter et intracommunautaire est essentiel pour garantir le soutien des processus de paix en cours.

Il faut engager un éventail d'acteurs clés, y compris les autorités politiques, administratives et traditionnelles dans les territoires respectifs, ainsi que les chefs religieux, les membres des communautés touchées et la société civile au sens large. Cela permet au CRC de transmettre des messages pacifiques à toutes les communautés par le biais de divers moyens tels que la radio et le sport. Un commandant de la police locale souligne la nature communautaire de ces efforts :

« Malgré les conflits, les gens vivent toujours ensemble parce que nous sommes confrontés à une guerre très difficile menée par nos frères, nos amis, nos dirigeants avec lesquels nous vivons toujours ensemble. La plupart des gens [...] veulent la paix et non le conflit parce qu'ils connaissent les conséquences de la guerre. »

Une femme membre de la structure locale pour la paix illustre ce point par une expression spécifique :

« Les Bira et les Hema sont appelés « Muhinda » ou « Mubira yangu, Muhema yangu », ce qui signifie « mon ami Bira, mon ami Hema ». Nous, Ituriens, ne sommes pas dans des conflits

intercommunautaires mais nous sommes plutôt manipulés par des acteurs politiques pour leurs intérêts personnels. »

Les solutions aux conflits dépassent le cadre actuel du financement traditionnel de la consolidation de la paix.

Alors que Peace Direct, en tant que partenaire financier, est flexible, l'accès des artisans de la paix locaux à un financement sans restriction et flexible est limité. Cela entrave leur capacité à investir dans les solutions identifiées au cours des dialogues. C'est particulièrement difficile lorsque les solutions dépassent les cadres traditionnels de la consolidation de la paix. Le CRC a réussi à gérer les relations et les attentes à chaque tournant, cependant le défi demeure pour les donateurs d'investir et de soutenir des solutions flexibles et complètes, afin de permettre aux artisans de la paix locaux de répondre aux changements et aux urgences dans

leurs contextes en fonction des priorités locales.

Une approche sexospécifique sensible à la culture est essentielle pour accroître la participation des femmes.

Nos rapports indiquent une participation de seulement 10 à 15 % des femmes aux activités du projet, principalement dans les programmes de formation. Les activités de Tuishi Amani ont tendance à concerner les interventions militaires et sécuritaires. Elles impliquent des parties prenantes telles que les fonctionnaires locaux, les chefs de province, les chefs, la police et les FARDC. Structurellement, ces personnes influentes ont tendance à être des hommes.

Les partenaires locaux reconnaissent qu'il existe de nombreuses autres possibilités d'engagement pour les femmes, mais cela nécessite des efforts intentionnels et soutenus. Ces stratégies consistent notamment à inviter les femmes à se joindre aux

À Mahagi, une localité de la province de l'Ituri, les femmes sont intervenues pour décourager la pratique de l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés. Les femmes ont interpellé les chefs de la communauté en leur disant : « ces jeunes sont nos enfants, leur place n'est pas dans la brousse mais à la maison ou à l'école ». Les jeunes ont craint d'être maudits par leurs mères et ont cessé de s'enrôler. Beaucoup d'entre eux sont retournés à l'école.

Bien qu'il reste du travail à faire pour formaliser ces rôles, cette histoire témoigne de l'habileté des femmes à défendre les intérêts de leur famille et de leur communauté en utilisant leurs propres pratiques traditionnelles.



Captain Alain ANGBIKO, Commander of the Congolese National Police in Komanda - Humanism requires the presence of others.
Credit: CRC

délégations de la société civile, à servir de facilitatrices dans les réunions et à approfondir les interactions avec le Bureau Genre en Irumu. L'intentionnalité consiste également à exploiter les compétences traditionnelles et professionnelles des femmes de la communauté.

Un facteur clé ici est celui de la hiérarchie et du statut. Parfois, les femmes se voient accorder une audience parce qu'elles travaillent dans une institution de l'État. Comme l'a observé l'un de nos partenaires,

« Elles parlent plus fort, on les écoute davantage parce qu'elles sont des agents de l'État, qu'elles sont des 'leaders' et qu'elles représentent les femmes de leur communauté »

Une femme civile, communautaire ou au foyer pourra-t-elle exprimer

son opinion et se voir accorder une audience ? Quelles sont les circonstances qui permettront à toutes les voix d'être entendues ?

Il existe des éléments positifs de ces hiérarchies dans les cultures des Congolais. Les femmes occupent certains postes réputés et reconnaissables qui valent la peine d'être étudiés et intégrés dans des projets. Nous avons appris que si les femmes peuvent avoir du mal à présenter leurs opinions individuelles, le CRC a confirmé que lorsqu'elles participent aux réunions et parlent au nom de toutes les femmes ou de la communauté, elles bénéficient du respect et de l'audience nécessaires. Le CRC a ajouté que les femmes expriment souvent les liens et les causes des conflits et qu'elles sont donc bien placées pour proposer des solutions holistiques.

Les obstacles à la participation des femmes vont au-delà des coutumes et des traditions. Les obstacles sont également d'ordre logistique. Par exemple, les femmes peuvent difficilement se rendre aux réunions en sécurité ; les ressources limitées ne leur permettent souvent pas d'adapter leurs déplacements aux risques encourus.

Les bailleurs de fonds et les ONGI doivent prêter une plus grande attention aux facteurs et aux dimensions des ressources nécessaires pour que le travail en faveur de la paix soit inclusif ; il ne suffit pas d'appeler à la participation des femmes.

L'approche communautaire du CRC a encouragé des parties prenantes et des communautés plus larges à rechercher un soutien adapté au contexte et à la culture.

C'est un témoignage positif de la crédibilité du CRC dans les deux provinces et auprès des communautés et des parties prenantes avec lesquelles elle travaille. Par exemple, le gouverneur de l'Ituri a demandé au CRC de l'aider à s'engager auprès des communautés et à renforcer leurs relations. La CRC a dû gérer son soutien aux communautés avec tact pour éviter de donner l'impression de privilégier certaines communautés étant donné les fonds limités dont elle dispose pour étendre ses activités.



Mme Dorcas LEMISE, membre de la structure locale pour la paix à Komanda - « Je suis de la communauté Bira mais j'ai quelqu'un de la communauté Hema qui s'occupe de moi... »

Crédit : CRC

Le CRC pense que son impact serait renforcé s'il pouvait intégrer plus systématiquement la recherche participative dans son travail avec les autorités, les membres de la communauté, les forces de sécurité et les chefs traditionnels. Cet aspect est souvent relégué au second plan en raison d'un manque de budget et de problèmes plus tangibles et plus urgents. Le renforcement des moyens et des capacités d'analyse des conflits et de leurs causes profondes permettrait au CRC et aux membres de la communauté de mieux les prévenir, de s'y adapter et, en fin de compte, de les transformer durablement.

Recommandations

- Donner la priorité à l'adhésion de la communauté et à l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux, des membres de la communauté aux autorités locales et coutumières, ainsi qu'aux décideurs régionaux et provinciaux.
- Renforcer la collaboration entre les civils et les acteurs de la sécurité, afin d'instaurer la confiance, de définir les rôles et de rechercher des solutions mutuellement bénéfiques aux conflits.
- Envisager des méthodes pour pérenniser les acquis du projet, notamment en développant davantage les capacités de chaque partie prenante à faire avancer les processus de transformation des conflits, même lorsque les financements cessent.
- Augmenter le temps et les ressources consacrés à la réflexion et à l'analyse des programmes locaux de consolidation de la paix, afin de renforcer la recherche, le plaidoyer et le travail futur.
- Investir, promouvoir et faire connaître les solutions locales aux conflits, en particulier les initiatives locales de protection et de résolution des conflits auprès des citoyens, des autorités au niveau territorial, provincial et national.
- Fournir un financement plus qualitatif et plus souple, y compris un financement sans restriction ou un financement de base pour les organisations locales qui leur permettra de mieux s'adapter et de répondre aux besoins émergents de la communauté et aux investissements pour la paix.

Que retient Peace Direct ?

Tuishi Amani démontre l'importance de permettre aux communautés locales d'être au centre des efforts de consolidation de la paix. Les organisations locales de consolidation de la paix telles que CRC sont bien placées pour concevoir des solutions aux défis actuels dans les environnements conflictuels complexes de l'est de la RDC. Elles sont en mesure de susciter une adhésion durable – un marqueur clé du succès dans la résolution des conflits communautaires – ce qui renforce leur crédibilité et leurs possibilités d'influence politique.

Si la capacité d'adaptation est essentielle à la consolidation de la paix menée localement, le financement de ce travail est trop souvent rigide, à court terme et insuffisant¹. Sans un investissement plus soutenu mettant l'accent sur la souplesse et la qualité, les solutions menées localement resteront sous-financées et négligées, limitant les tentatives des artisans de la paix locaux de générer une paix qui puisse vraiment être compréhensive, intersectionnelle et transformatrice.

¹ Le service de suivi financier de l'UNOCHA comprend des chiffres annuels sur les données de financement pour la RDC depuis 2000. En 2023, 974 millions de dollars de financement ont été déclarés au FTS, soit 38,2 % des 2 252,7 millions de dollars estimés nécessaires à la réponse humanitaire. La plupart de ces fonds sont alloués ou gérés par des organisations ou ONG internationales, ce qui restreint la vaste expérience des organisations locales : <https://fts.unocha.org/countries/52/summary/2023>.

Remerciements

Ce document d'apprentissage a été élaboré en collaboration entre Peace Direct et CRC. Nous tenons à remercier Bénédicte Aboul-Nasr en tant qu'auteur principal de ce document, ainsi que Rehema Mussanzi et l'équipe du CRC pour leurs contributions. La révision finale et la traduction ont été effectuées par Peace Direct.

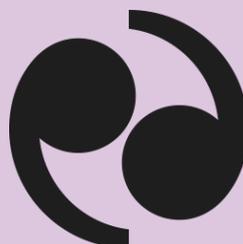
Pour plus d'informations, voir :

www.peacedirect.org

<https://crc-rdc.org/>



**Centre
Résolution
Conflits**



**PEACE
DIRECT**